

*SOUS RESERVE*

## **Allocution à la 17<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA**

**Genève, 27 juin 2005**

**Dr Peter Piot**

**Directeur exécutif**

M. le Président, Messieurs les Ministres, membres du CCP, collègues et amis:

Tout d'abord, permettez-moi de remercier le Canada et sa Ministre Eileen Carol pour le leadership qu'ils manifestent dans le domaine du SIDA et pour avoir assumé la présidence du Conseil au cours de l'année écoulée, et plus particulièrement pour tout l'appui qu'ils ont apporté au Programme ainsi qu'à moi-même. Permettez-moi aussi de remercier le Brésil et son Ministre Humberto Costa d'avoir accepté de Présider notre Conseil au cours des 12 prochains mois – une action bienvenue qui cadre avec le leadership exceptionnel du Brésil dans le domaine du SIDA.

Bien des choses ont été réalisées depuis notre dernière réunion à la Jamaïque il y a six mois à peine. Toutes, elles confirment ce que je déclarais l'an dernier, à savoir que nous entrons dans une nouvelle phase de la riposte au SIDA, l'ère de la mise en oeuvre, l'ère où enfin nous prendrons le pas sur cette épidémie.

Je ne reviendrai pas sur les progrès accomplis par le Programme, car ils sont abondamment décrits dans mon rapport au CCP – mais il est évident que je serai prêt à répondre à toutes vos questions le concernant. J'espère que vous conviendrez avec moi que nous avons tenu nos engagements pour ce qui est de la plupart des décisions du Conseil.

Avant de parler des quatre enjeux de notre action au cours de l'année à venir, permettez-moi de revenir sur quelques-unes de mes expériences récentes qui, à leur manière, illustrent la situation de la riposte mondiale au SIDA.

Tout d'abord, ce qui m'a le plus frappé cette dernière année, c'est la détermination du leadership. Il y a exactement deux semaines, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Premier Ministre Wen Jiabao, qui a annoncé que le SIDA figurerait comme élément clé du 11<sup>ème</sup> Plan quinquennal de la Chine. Globalement aujourd'hui, des chefs d'Etat ou de Gouvernement – ou leurs adjoints – dirigent les commissions nationales du SIDA de près de 40 pays.

Deuxièmement, l'explosion des initiatives de la base, qui se poursuit sans relâche, souvent sans aucun soutien extérieur initial. Cette année, j'ai été témoin d'exemples remarquables de ce type de ripostes communautaires au Kenya, en Ouganda et au Swaziland. Dans chaque cas, les personnes vivant avec le VIH étaient au premier plan de l'innovation et de l'action. Et au Cameroun, j'ai vu le rôle important que jouent, dans la riposte nationale au SIDA, le monde local des affaires ainsi que les églises. Les initiatives communautaires de ce type doivent bénéficier en priorité de notre appui, car elles sont à la base d'une riposte durable que peuvent s'approprier les personnes qui ont le plus à perdre mais aussi le plus à gagner. Si nous sommes à la recherche de capacités d'exécution, les voilà!

Troisièmement, les progrès réalisés pour améliorer l'efficacité de nos partenariats. Toutes mes visites dans les pays ont été effectuées conjointement avec des partenaires clés, en fait avec certains d'entre vous. Il y a deux semaines, l'Ambassadeur Randall Tobias, Coordonnateur pour les Etats-Unis de la lutte mondiale contre le SIDA et moi-même avons été les témoins de l'engagement croissant et déterminé du leadership national et provincial chinois dans la lutte contre le SIDA. Avant cela, je me suis rendu cette année au Kenya, au Mozambique, en Ouganda et au Swaziland en compagnie de ministres et de hauts fonctionnaires de Norvège, de Suède, du Royaume-Uni, de la Banque mondiale et du Fonds mondial. De telles visites conjointes multilatérales/bilatérales ont sans doute suscité une certaine confusion parmi nos collègues et partenaires dans chacun des pays. Mais dans chaque cas, notre message était clair: accélérez l'action contre le SIDA, collaborez, attentez-vous sérieusement à l'application des 'Trois Principes'.

Quatrièmement, une détermination croissante à améliorer l'efficacité de la riposte mondiale au SIDA. La réunion de Londres, le 9 mars, sur le thème 'Faire travailler l'argent disponible', accueillie conjointement par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, a été l'étape logique à la suite de l'accord sur les 'Trois Principes' adopté l'an dernier, qui avait pour but de forger une alliance plus solide, afin de maximiser notre efficacité collective dans le combat contre le SIDA. Comme vous le savez tous, cela n'a pas toujours été facile, mais je crois que maintenant, nous pouvons être fiers des résultats: un ensemble de recommandations très concrètes portant sur l'amélioration de la coordination des activités SIDA parmi les organisations multilatérales et les bailleurs internationaux, présenté sous 90 jours par une Cellule mondiale de réflexion, ainsi que de nouvelles estimations des ressources nécessaires à l'échelle mondiale pour mettre en place une riposte complète au SIDA. Ce rapport est maintenant prêt sous la forme d'un document de conférence, comme le sont les estimations des ressources nécessaires à la mise au point de vaccins contre le VIH et de microbicides.

Enfin, au cours de ma visite à Manille, je ne me suis pas contenté de signer un accord avec la Banque asiatique de Développement et de travailler avec notre Vice-Président Lennarth Hjelmaker, mais j'ai également trouvé une adjointe formidable en la personne de Debbie Landey qui, il y a une semaine encore, était Coordonnatrice résidente des Nations Unies aux Philippines!

M. le Président, permettez-moi d'aborder maintenant ce que je considère comme les grands enjeux qui attendent l'ONUSIDA, en tant qu'acteur de premier plan dans cette nouvelle phase de la riposte mondiale au SIDA.

Le premier, mais aussi le principal enjeu est celui que j'ai déjà mentionné dans mes présentations aux réunions du CCP l'an dernier, mais sur lequel nous n'avons fait que peu de progrès, à savoir l'enjeu qui consiste à intégrer dès maintenant une perspective à long terme dans notre action contre le SIDA. Cette épidémie va durer et ses effets se feront sentir sur les générations à venir. On ne répétera jamais assez qu'il est nécessaire que nous passions d'une riposte en grande partie réactive à une riposte proactive et stratégique.

La riposte d'urgence reste nécessaire étant donné que chaque année, des millions de personnes meurent du SIDA et des millions contractent une infection par le VIH. Mais la nature exceptionnelle de l'épidémie de SIDA exige que nous mettions également en place des systèmes capables de soutenir des solutions à long terme. Bien entendu, il y a là un rapport direct avec l'engagement de ressources suffisantes pour la recherche sur les vaccins contre le VIH et sur les microbicides. Mais ceci se rapporte également au financement à long terme à la fois de la prévention et des traitements du VIH, au maintien de l'élan politique actuel et du soutien apporté par l'opinion publique, et à l'interconnexion de l'action contre le SIDA et des plans d'action plus larges en faveur du développement. C'est pourquoi, nous devons en permanence revoir nos stratégies de plaidoyer et explorer de nouvelles alliances. Je propose que cette tâche devienne une des grandes priorités de l'ONUSIDA et que nous présentions l'an prochain au CCP la question de la planification à plus long terme de la riposte au SIDA, pour un examen détaillé.

Un deuxième grand enjeu que je souhaite porter à votre attention est la nécessité d'une riposte exhaustive et de grande envergure au SIDA, qui devra se maintenir à long terme.

La riposte doit être exhaustive en raison de la complexité de l'épidémie.

La prévention du VIH est critique, car près de 5 millions de personnes contractent le VIH chaque année.

Le traitement du VIH est critique, car plus de 3 millions de personnes meurent chaque année du SIDA.

L'atténuation de l'impact est critique, car cette épidémie fait des millions d'orphelins et anéantit les progrès du développement.

Sur le front des traitements, nous avons collectivement faits d'importants progrès au cours des deux dernières années dans le domaine de l'accès aux thérapies. Mercredi, nous vous présenterons les progrès accomplis dans l'application de l'Initiative '3 millions d'ici 2005', qui montrent que nous avons encore bien du chemin à faire.

Le fossé séparant les besoins et l'action est au moins aussi important pour la prévention du VIH que pour les traitements. Il nous faut d'urgence renouveler l'intérêt pour la prévention. C'est pourquoi, il y a un an, vous nous avez demandé d'élaborer une stratégie mondiale d'intensification de la prévention du VIH. Ce document d'orientation est maintenant entre vos mains. Son but est de guider la famille de l'ONUSIDA dans le soutien qu'elle apportera à une revitalisation de la prévention du VIH à l'échelle mondiale. C'est pourquoi je compte sur l'approbation déterminée du CCP pour ce qui sera, dans les années à venir, un élément essentiel de notre travail. Nous ne devons pas nous détourner de la prévention du VIH uniquement parce qu'elle constitue un sujet difficile et sensible.

J'ai également acquis la conviction qu'il ne faudra rien moins que l'accès universel à la prévention comme aux traitements du VIH pour stopper cette épidémie. Ceci doit devenir notre but ultime, comme je l'ai dit à l'Assemblée générale des Nations Unies au début de ce mois.

Le troisième enjeu, dans le contexte d'une riposte exhaustive, c'est qu'il nous faut faire travailler l'argent disponible. Pour l'ensemble de la famille de l'ONUSIDA, il s'agit là désormais de la priorité absolue.

Cette année, nous estimons qu'un montant sans précédent de 8 milliards de dollars sera consacré à la lutte contre le SIDA dans les pays à faible et moyen revenus. Néanmoins, il ne fait aucun doute que la mobilisation des milliards de dollars supplémentaires qui sont nécessaires reste un défi colossal. J'en ai été le témoin une fois de plus la semaine dernière à Rome lors d'une réunion de reconstitution des ressources du Fonds mondial. Nous devons tous continuer de travailler dur et aux niveaux politiques les plus élevés, pour faire en sorte que la riposte mondiale au SIDA soit totalement financée, y compris le Fonds mondial. Mais comme je l'ai déjà dit, nous devons faire tout autant d'efforts pour garantir que ces montants parviennent aux personnes qui en ont le plus besoin, et là où leur impact sera le plus important.

Aujourd'hui, vous serez amenés à examiner le rapport de la Cellule mondiale de réflexion qui porte en fait sur la maximisation de notre efficacité collective et je ne reviendrai pas ici sur ses conclusions. Ses recommandations sont audacieuses – quelles que soient les normes appliquées, sans parler des critères appliqués aux exercices analogues conduits dans le domaine du développement international. Un accord sur un grand nombre des questions abordées aurait été impossible il y a un an seulement. Ce rapport est l'expression même du fait que le climat international sur le SIDA s'est nettement amélioré tout comme la façon dont le système multilatéral envisage les choses. Comme c'est le cas avec les 'Trois Principes', il offre la possibilité d'accommoder les visions et les contraintes juridiques différentes des divers donateurs. Ce qui rend la présente réunion du CCP unique, c'est que vous êtes le premier organe directeur à examiner ces recommandations, mais aussi l'organisme qui est à l'origine de ces recommandations, puisque vous nous avez chargés de coordonner les 'Trois Principes' et leur application.

Suite aux engagements pris lors du Sommet de Monterrey sur le financement du développement en mars 2002 et par les Etats Membres de l'Union européenne le mois dernier – qui, souhaitons-le seront renforcés au cours du Sommet du Millénaire Plus 5 de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre – il est probable que nous verrons doubler l'aide internationale au développement dans les cinq à dix années à venir. Ceci signifie que les grandes questions soulevées par les 'Trois Principes' et par la Cellule mondiale de réflexion seront plus que jamais à l'ordre du jour, notamment le contrôle à l'échelon pays, la coordination et l'interaction entre les grands bailleurs et les fournisseurs d'appui technique. Ces questions vont évidemment bien au-delà du SIDA et, sur le plan collectif, nous commençons à peine à les aborder, mais l'action sur le SIDA joue sans aucun doute un rôle d'éclaireur pour les autres secteurs du développement.

C'est dans ce contexte que le Secrétariat et les Coparrainants de l'ONUSIDA poursuivent le renforcement de notre capacité autour du SIDA à l'échelon pays, comme le montre aussi le Budget-plan de travail intégré qui vous est présenté. La fourniture d'un appui technique et le développement des capacités constituent l'un des rôles principaux du système des Nations Unies. Etant donné l'énorme croissance du financement intérieur, bilatéral et multilatéral en faveur de la lutte contre le SIDA, cet appui devra également augmenter. Toutefois, une bonne partie de ce mandat n'est toujours pas financée. Dans le cadre du suivi des recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, nous travaillons actuellement à déterminer les coûts des besoins et les modalités de cet appui technique à l'échelon pays pour la famille de l'ONUSIDA ; ces chiffres devraient être prêts d'ici au 15 juillet et nous les présenterons à la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, à Londres en septembre.

L'an dernier, j'ai rencontré le Président Luiz Inácio Lula da Silva et nous avons convenu de la création du premier dispositif relatif aux ressources techniques sur le SIDA. Je suis heureux de vous annoncer maintenant que quatre autres centres de ressources techniques de l'ONUSIDA ont été mis en place en Afrique du Sud et font office de centrales et d'intermédiaires de l'aide technique sur le SIDA en Afrique australe, en s'appuyant sur les compétences et institutions locales et régionales. Trois centres régionaux supplémentaires seront mis en place cette année en Afrique et en Asie. Ces initiatives devraient s'élargir et compléter l'accès à un appui technique pertinent sur le SIDA dans de nombreux pays, y compris pour les programmes financés par le Fonds mondial, avec lequel nous avons maintenant institué une solide coopération. Toutes ces initiatives mettent en œuvre des décisions prises par le Conseil l'an dernier.

Nous devons aussi reconnaître le rôle de la société civile, qui constitue un partenaire d'exécution essentiel. Comme l'a demandé le CCP à Montego Bay, nous intégrons maintenant la société civile dans notre activité de suivi et d'évaluation, ainsi que dans les directives de l'UNGASS. Ceci non seulement souligne le rôle important que joue la société civile à qui les gouvernements et le système des Nations Unies doivent rendre compte des promesses faites, mais contribue également à faire en sorte que la société civile soit reconnue pour le rôle central qu'elle joue dans la riposte au SIDA. Nous collaborons en outre pour intensifier l'engagement de la société civile dans l'application des 'Trois Principes', pour ce qui est en particulier d'assurer sa réelle intégration dans l'Instance nationale de coordination des activités SIDA dans chaque pays.

Le dernier enjeu que je souhaite aborder maintenant concerne l'ONUSIDA en tant qu'élément du système des Nations Unies et la manière dont nous interagissons avec les efforts actuels de réforme.

Comme vous le savez, le système des Nations Unies vit actuellement des moments passionnants, se montrant clairement déterminé à rendre les divers éléments du système plus

efficaces, plus efficaces, et mieux à l'écoute des besoins d'un monde en rapide évolution. Tel sera l'enjeu au Sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. En outre, quatre des Coparrainants de l'ONUSIDA ont de nouveaux chefs de secrétariat, ce qui leur donne des possibilités de transition.

Dans un sens, l'ONUSIDA a été le précurseur de la réforme des Nations Unies. Une expérience certes imparfaite, mais qui est parvenue à un budget commun grâce au Budget-plan de travail intégré, à un programme commun, à une amélioration de la confiance et à une action commune plus efficace dans les pays. Le mois dernier, par exemple, Jim Morris du PAM, Ann Veneman de l'UNICEF et moi-même avons rencontré les directeurs régionaux du système des Nations Unies chargés de l'Afrique australe et avons pu constater que les équipes des Nations Unies dans les pays réagissent toujours davantage de manière unifiée aux enjeux du SIDA dans la région la plus touchée par l'épidémie.

Nous avons été un cas-test et un précurseur de la réforme des Nations Unies et nous avons bien l'intention de le rester. C'est pourquoi le Comité des Organismes coparrainants, présidé par M. Antonio Costa, Directeur exécutif de l'ONUDC, a décidé, lors de sa session de mars à Moscou, de commander un audit externe du fonctionnement du Comité et des moyens d'améliorer l'efficacité du Programme commun à divers niveaux. Le mandat a été confié au Boston Consulting Group qui soumettra un rapport à l'examen du COC à sa session d'octobre.

Nous devons également nous associer plus étroitement à l'accélération actuelle de la réforme, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide internationale, adoptée par le CAD de l'OCDE, au renforcement du système du Coordonnateur résident des Nations Unies et à la mise à disposition des instruments d'action commune à l'intention des équipes des Nations Unies dans les pays, instruments élaborés par le Groupe des Nations Unies pour le Développement.

Cependant, confrontés à une crise du SIDA incontrôlée et à l'augmentation encore rapide du financement de la lutte contre le SIDA, nous ne pouvons pas attendre que la réforme se concrétise. C'est pourquoi, sous réserve de votre approbation, nous exécuterons pleinement les recommandations de la Cellule mondiale de réflexion, et notamment les trois recommandations suivantes qui sont particulièrement urgentes :

- La création, par le Coordonnateur résident des Nations Unies d'équipes communes des Nations Unies sur le SIDA, animées par le Coordonnateur de l'ONUSIDA dans les pays. Ceci ne constituera pas seulement une première pour le système des Nations Unies, mais devrait nous permettre d'optimiser l'utilisation de toutes les ressources disponibles pour la lutte contre le SIDA au sein de l'équipe des Nations Unies dans les pays ;
- Un accord ferme sur une division plus fonctionnelle du travail entre les diverses agences. Jusqu'ici, ce partage des tâches n'a été en fait que le reflet des mandats et des rôles coordonnateurs de chacun et ne s'est pas révélé fonctionnel dans les pays. Ceci est particulièrement évident dans le domaine de la prévention du VIH, comme nous le verrons demain. Partage des tâches veut logiquement dire définition des priorités dans l'utilisation des ressources pour chaque institution, et même suppression de certains domaines d'activité. Ce dernier point pourrait bien être le plus difficile à accepter. Je sais d'expérience que les membres des organes directeurs de nos Coparrainants examinent parfois exclusivement les activités SIDA de leur organisation, plutôt que de voir ce que l'institution pourrait faire pour contribuer à l'effort global du système des Nations Unies contre le SIDA – s'agit de fait le programme commun que vous soutenez au sein du CCP ;

- Une équipe commune ‘système des Nations Unies–Fonds mondial’ de résolution de problèmes, à créer immédiatement pour éliminer les blocages dans la mise en œuvre à l’échelon pays.

Je vous demande votre appui à tous afin de réussir cette réforme, car elle exige l’engagement de tous les partenaires. Une réforme, ce n’est jamais facile – mais si elle ne fait pas mal, c’est que nous n’avons rien changé.

Monsieur le Président :

Certes, notre agenda est complexe, mais bien des choses se sont clarifiées au cours de ces dernières années, car nous avons maintenant commencé à acquérir l’expérience pratique des programmes à grande échelle.

Je m’attends à une réunion du conseil constructive. Nos débats devront être un échange d’idées dans l’ouverture et la franchise, avec une seule préoccupation : Cela permettra-t-il de sauver des vies ? Nous ne sommes pas obligés d’être d’accord sur tout pour avancer ensemble. Notre débat n’est pas un exercice académique visant à développer un consensus pour le plaisir du geste, ou, comme c’est si souvent le cas dans le domaine du SIDA parce que nous n’aimons pas un pays particulier, une politique particulière, une personne particulière.

Permettez-moi de conclure en citant mon ami Jim Morris, chef du PAM qui, après notre visite en Afrique australe m’a déclaré : « Je suis optimiste. Il nous faudra travailler dur et rester bien focalisés, car accomplir moins que des progrès considérables serait fatal. »

Je vous remercie.